

<http://www.pressegauche.org/Universite-independantiste-2018-du-Collectif-Option-Nationale>



Université indépendantiste 2018 du Collectif Option Nationale

- Politique québécoise - Débats -



Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'université indépendantiste des 16 et 17 juin 2018, formation organisée par le collectif Option Nationale de Québec solidaire a été l'occasion de parler d'indépendance. Cela est d'autant plus important durant cette période pré-électorale.

Le programme et la plateforme de QS sont basés sur l'accès à l'indépendance, une assemblée constituante sera mise sur pied dans un premier mandat afin de définir les paramètres du Québec souverain que nous voulons. On ne peut traiter cette question de façon secondaire et encore moins l'éviter durant une campagne électorale puisqu'elle est au coeur du changement social que nous voulons réaliser. Dans ce sens l'université indépendantiste a permis de placer l'accession du Québec à la souveraineté au centre du débat.

L'historique présenté par Stéphanie Beaupied a bien situé l'origine de la confédération, comme étant la prise en charge du projet économique du Canada par la bourgeoisie marchande de l'empire qui a pris les mesures structurelles et politiques afin d'assurer l'accumulation primitive du capital. Ce projet permettait donc la consolidation et l'enrichissement de la bourgeoisie canadienne et la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique en a été l'élément structurant. Le premier ministre McDonald avait d'ailleurs financé sa campagne électorale en 1872 en échange du contrat accordé au Canadien Pacifique où le gouvernement finançait les risques et la compagnie de chemin de fer accaparait les profits, tout comme les PPP aujourd'hui.

Les présentations de Viviane Michel présidente de Femmes autochtones du Québec et Ghislain Picard chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador sont venues ajouter à la complexité du débat concernant la lutte de libération contre l'État canadien et l'indépendance du Québec. À la question est-ce que les Premières nations participeraient à une assemblée constituante ?, Ghislain Picard a répondu qu'ils n'étaient pas rendus là. L'autodétermination et la reconnaissance des titres de territoire sont les revendications principales des peuples autochtones. D'ailleurs, les territoires autochtones historiques ne sont pas délimités selon les frontières que les blancs ont dessinées et peuvent ne pas correspondre aux frontières du Québec avec le reste du Canada. L'autodétermination c'est le droit de se réapproprier de ce qu'on a déjà été comme nation.

Viviane Michel a ajouté que la loi sur les Indiens est désuète et discriminatoire envers les femmes. Par exemple les femmes autochtones deviennent mères très jeunes souvent à l'âge de 13 ou 14 ans. La loi indique que s'il n'y a pas de reconnaissance de paternité, l'enfant sera considéré né de père non autochtone et sera donc exclu légalement des droits régissant les communautés. Cela conduit à l'extinction de la communauté. Par ailleurs 40 000 personnes sont actuellement en attente de reconnaissance de statut en regard de la loi C-3 mais cela risque d'apporter une pression financière énorme pour les chefs de bandes qui demeurent avec le même budget.

Les présentations sur les autres questions telles les questions économiques et environnementales étaient cependant inégales. Même si dans certains cas elles adressaient des problèmes réels, tels la péréquation, la problématique se situait beaucoup dans une vision en référence aux politiques gouvernementales fédérales. La question de qui contrôle réellement l'économie et le territoire, soit les grandes compagnies, les multinationales, les banques et les institutions financières était généralement absente, pourtant cela avait été posé par la présentation de Stéphanie Beaupied : le Canada était au départ l'instrument de l'enrichissement de la bourgeoisie anglo-saxonne liée à l'empire britannique.

Par rapport à l'indépendance elle-même, on a présenté un portrait de la montée du mouvement souverainiste et de son déclin mais peu évalué ses causes. Ne pas mentionner le fait que le projet souverainiste ait été associé aux politiques économiques de déficit zéro, d'attaques antisyndicales et finalement aux politiques identitaires d'exclusion ethnoculturelle du PQ ne permettait pas de voir quelle est la hauteur des défis actuels pour QS en ce qui concerne la réalisation de l'indépendance.

Éric Martin a quant à lui posé la question de la souveraineté et du changement de façon globale. Pour lui le capitalisme repose sur des abstractions qui ne considèrent pas les limites géopolitiques de la terre. La crise écologique est un défi concret auxquels les indépendantistes doivent s'adresser et la souveraineté peut-être un puissant levier contre la globalisation.

Sol Zanetti a réfléchi aux gestes que nous pouvons poser maintenant pour que l'indépendance devienne un fait et posait la question du rapport de force nécessaire. Selon sa théorie le fait précède le droit, il faut donc poser des gestes et ne pas attendre qu'on reconnaisse légalement notre souveraineté. D'entrée de jeux, il affirmait que le Canada ne va pas nous laisser partir facilement. La « Question claire » sert à justifier la judiciarisation contre l'exercice souverainiste.

Il a donc envisagé des gestes qu'un gouvernement souverainiste pourrait poser comme le rapatriement de l'assurance-emploi et la perception des impôts. Ses propositions ont l'avantage de mettre de l'avant la question du rapport de force nécessaire à la réalisation de l'indépendance. Mais il n'y répond que partiellement. La perception des impôts ne peut reposer sur un appel à la volonté individuelle de ne remplir que le rapport du Québec, si avec une large mobilisation cela pourrait être envisageable, les entreprises, et les multinationales elles, ne s'y plieront pas. Et c'est principalement là où se situe la richesse.

La réalisation de l'indépendance est un combat pour l'émancipation de la population du Québec et la prise en main de sa destinée, c'est aussi inévitablement une lutte de classe contre la bourgeoisie impérialiste canadienne et les multinationales dont l'État fédéral est l'instrument. Cette lutte nous interpelle par conséquent pour développer une stratégie d'alliances avec ceux et celles qui ont un intérêt objectif à faire cesser cette domination, soit la classe ouvrière canadienne. Ce sont aussi des leçons que nous devons retenir de la lutte catalane.

Mais cette lutte appelle également, à la lumière des exposés de Viviane Michel et Ghislain Picard, à une redéfinition de l'indépendance dans un cadre plus large, à une indépendance liée inévitablement à une alliance politique et territoriale avec les Premières nations. Pour paraphraser Éric Martin, si on peut dire que la souveraineté peut-être un puissant levier contre la globalisation, elle est aussi le levier qui nous amènera à définir une nouvelle société qui aura un impact hors des frontières du Québec. Si l'indépendance constitue un élément de destruction de l'État fédéral tel qu'on le connaît, elle sera aussi un élément de redéfinition des rapports entre les peuples et particulièrement les Premières nations, qui nous amènera vers une nouvelle société égalitaire.